

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 08/03/2023

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)

RD 612

34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Réf : 2023-034-PR

Code AIOT : 0006601371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 de la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS implantée aux lieux-dits : Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas sur la commune de Baixas.

L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est menée parallèlement à l'inspection prévue par le plan pluriannuel de contrôles des ICPE, dans le cadre de l'action nationale sécheresse qui a pour objectif de vérifier le respect des prescriptions « sécheresse » et la capacité de l'exploitant à les mettre en œuvre.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation et l'arrêté sécheresse du 23/02/2023. Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation et l'arrêté sécheresse du 23/02/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 Baixas
- Code AIOT : 0006601371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Esperenes » et Serrat de la Pietat ».

La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation a été transférée au groupe LAFARGE en 1998. Suite à des restructurations internes au groupe, la dénomination sociale de l'exploitant a fait l'objet de plusieurs changements ; l'exploitant actuel est la SAS LAFARGE GRANULATS.

La société Lafarge Granulats a été autorisée par arrêté du 02/07/2021 (rubrique ICPE 2510-1) à poursuivre l'exploitation de cette carrière pour 15 années et approfondir le fond de fouille de 10 mètres.

La carrière située sur la commune de BAIXAS, aux lieux-dits « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat » a une surface de 45,6 ha. La production annuelle maximale autorisée est de 800.000 tonnes (production moyenne de 600.000 t/an).

Les matériaux produits sont actuellement utilisés comme granulats pour le bâtiment et les travaux publics.

Les matériaux sont transformés sur place dans une l'unité de traitement de 1360 kW qui dispose d'un arrêté préfectoral sans limite de durée datant du 10/08/2011. De même, les autres installations classées du site (stations de transit visées par les rubriques ICPE 2516-2517) disposent d'attestations administratives autorisant leur exploitation sans limite de durée et de manière indépendante à l'autorisation préfectorale de la carrière.

La méthode d'exploitation reste globalement identique à celle de la demande de renouvellement de 1991. Elle prévoit une exploitation à l'explosif en phase descendante par gradins successifs de 15 m de hauteur jusqu'à la cote 90 m NGF pour le point le plus bas, avec une ouverture progressive des différents niveaux d'exploitation jusqu'aux limites du site.

La remise en état de la carrière se fera avec les stériles d'exploitation et également grâce à l'accueil de matériaux inertes externes au site. Ces matériaux supplémentaires permettront un talutage / remblaiement plus important de la carrière.

La carrière dispose d'un forage d'eau sous le régime de la déclaration pour un prélèvement maximal de 7 m³/h, 160 m³/j et 24 000 m³/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- panneaux d'information sécheresse
- dispositif de traitement autonome des eaux usées zone bureau
- réserves tampon pour lisser les prélèvements d'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.3.1	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.3.1	Sans objet

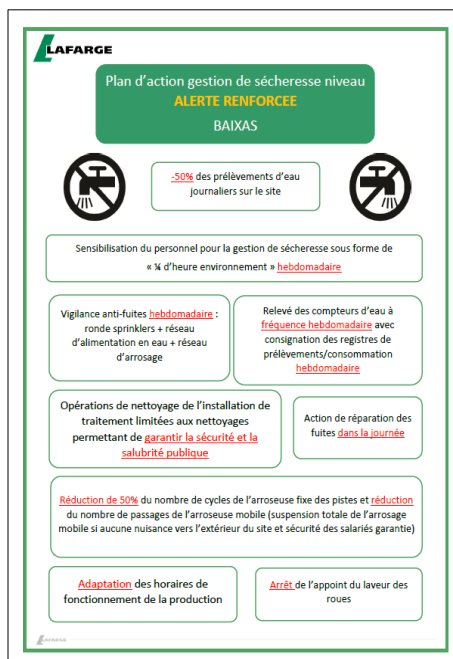
2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier que l'exploitant a globalement pris en compte les prescriptions liées au renforcement de l'alerte sécheresse et a les capacités de mettre en œuvre les prescriptions "sécheresse" qui ont été définies dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification de l'application des mesures sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions applicables sites seuils restrictions sécheresse 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement. [...]</p> <p>Les mesures d'urgence sont les suivantes : [...]</p> <p>Seuil d'alerte renforcée (en complément des mesures du seuil précédent) :</p> <ul style="list-style-type: none">• Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;• Passage à un relevé hebdomadaire des compteurs divisionnaires et à la tenue hebdomadaire du registre des prélèvements / consommations ;• Opérations de nettoyage de l'installation de traitement limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique ;• Réduction de 50 % du nombre de cycle de l'arrosage fixe des pistes. En fonction des conditions climatiques (direction des vents), suspension totale de l'arrosage mobile si aucune nuisance vers l'extérieur du site et sécurité des salariés garantie ;• Adaptation des horaires de fonctionnement de la production. <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées la mise en œuvre des mesures prescrites et transmet sous format informatique, à la demande, le registre de consommation d'eau.</p>
<p>Constats : Le jour de la visite le département est en état d'alerte renforcée suite à l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2023 du 23/02/2023.</p> <p>L'exploitant confirme avoir mis en place les mesures prévues par l'article 4.1.3.1 "Mesures en cas de sécheresse" de son arrêté d'autorisation pour le seuil d'alerte renforcée, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• information du personnel autour d'une "causerie environnement" organisée le 27/02/2023 (présentation du registre d'émargement de la causerie) ;• panneau d'information pour le cas de l'alerte renforcée (présentation des panneaux lors de la visite) ;• passage à un relevé hebdomadaire (présentation du registre prévoyant le relevé hebdomadaire)• arrêt des usages pour le lavage des roues, des engins, de l'installation• maintien de la brumisation de l'installation• limitation des arrosages avec l'arroseuse• consigne d'arrêt du fonctionnement de l'installation et de la circulation des engins de carrière sur pistes en cas de vent supérieur à 50 km/h.



<p>L'inspection confirme qu'en application de l'arrêté préfectoral du 23/02/2023, l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures complémentaires prescrites à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans la semaine faire connaître les besoins prioritaires et indispensable et le point de prélèvement ; • toutes les semaines transmettre le relevé des volumes consommés sur la semaine par usage (et le comparer aux semaines antérieures pour déterminer l'économie réalisée). <p>La première information a été adressée à l'inspection le 07/03/2023. L'exploitant confirme que le besoin indispensable est l'abattage des poussières (piste + brumisation usine), les autres utilisations (lavage engins + lavage installation) ont été stoppées. Ce besoin est estimé à 350 m³ maximum par semaine (en fonction du vent) qui seront prélevés dans le forage interne en carrière.</p> <p>Le relevé des volumes de la semaine 9, montre l'économie réalisée dès la 1ère semaine de l'alerte renforcée : 594 m³ semaine 8 et 281 m³ semaine 9 (- 313 m³).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport consécutif à un épisode sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.1.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions applicables sites seuils restrictions sécheresse 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À l'issue de chaque période de déclenchement d'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : • l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ; • un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ; • les coûts afférents ; • et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.</p>
<p>Constats : Par mail du 24/01/2023 l'exploitant a adressé les rapports (pour la carrière de Baxas et la carrière d'Espira-de-l'Agly) suite aux restrictions liées à l'arrêté "sécheresse" 2023 (arrêté n°DDTM/SER/2022166-0001 du 15 juin 2022 qui a pris fin le 15 novembre 2022).</p> <p>Ces rapports rappellent les mesures mises en place à savoir sur le site de Baixas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • information du personnel : causerie environnementale de trente minutes réalisée le 04 juillet 2022 à l'ensemble du personnel d'exploitation par l'adjoint au chef de carrière. Elle portait sur la présentation de la maîtrise de consommation en eau. • un panneau d'information du seuil d'alerte a été affiché dans le local du personnel, dans le bureau du chef de carrière, au niveau de l'installation de traitement des matériaux et dans le local des pompes. Il récapitule l'ensemble des mesures à respecter. L'exploitant indique que chaque niveau d'alerte dispose d'un panneau. Suivant le niveau de gestion, le chef de carrière change l'affichage. • Organisation d'une ronde hebdomadaire : le chef de carrière est chargé de la ronde hebdomadaire pour vérifier l'absence de fuite et réparation des fuites dans la journée qu'il consigne dans un registre. • Des travaux de réparation ont été réalisés sur la pompe du forage (facture des réparations réalisées jointe en annexe du rapport).

- Le chef de carrière a relevé chaque semaine les compteurs divisionnaires. Le tableau de suivi est présenté au cours de la visite.
- Adaptation des méthodes de production : l'exploitant indique que les méthodes de production n'ont pu être adaptées en conséquence de la demande du projet de Port-la-Nouvelle demandant la fourniture d'une quantité importante de matériaux. Le chantier de Port-la-Nouvelle prendra fin au début du mois d'avril, la production de la carrière retrouvera un niveau convenable pour adapter les méthodes de production.

L'exploitant confirme qu'ils sont en réflexion pour améliorer les dispositifs de prélèvement et de consommation d'eau :

- implantation de cuves supplémentaires pour lisser les consommations ;
- étude en cours pour la récupération en fond de fouille des eaux météoriques.

L'inspection propose que le prochain document soit complété avec :

- le bilan des consommations évitées pendant l'épisode ;
- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet